



Épreuve n° 5 – Economie

Durée : 4 heures - Coefficient : 1,5

Aucun document autorisé.

L'usage de la calculatrice est interdit.

Le sujet comporte 2 pages.

QUESTIONS DE CONNAISSANCES (4 POINTS)

- 1) Quels ont été les conséquences du premier choc pétrolier sur la croissance des pays occidentaux ? (2 points)
- 2) Comment les keynésiens justifient-ils la relance par la demande ? (2 points)

QUESTIONS SUR UN TEXTE (8 POINTS)

Répondez aux questions relatives au texte : « A quoi sert l'argent public ? » en vous servant des deux graphiques qui l'accompagnent.

- 1) Qu'est-ce qu'un bien collectif ? (0,5 point)
- 2) Quels sont les domaines où l'Etat pourrait réaliser des économies ? (0,5 point)
- 3) Les dépenses de l'Etat sont-elles incompatibles avec la croissance ? (0,5 point)
- 4) Les recettes de l'Etat vous paraissent-elles équilibrées ? (0,5 point)
- 5) Pourquoi une baisse des dépenses de l'Etat aggraverait-elle les inégalités ? (2 points)
- 6) Comment peut-on réaliser des gains de productivité dans la gestion des dépenses publiques ? (2 points)
- 7) Pourquoi dit-on que la baisse des dépenses de l'Etat est illusoire ? (2 points)

Les réponses aux trois dernières questions doivent être développées.

TEXTE

A quoi sert l'argent public ?

C'est devenu un des arguments fétiches des partisans d'un libéralisme pur et dur : selon eux, nous travaillons six mois par an « pour l'Etat », puisque les prélèvements obligatoires (impôts, taxes et autres cotisations sociales) représentent en France près de 50% du produit intérieur brut (PIB). L'affirmation n'a pas de sens : l'Etat et les collectivités territoriales, en contrepartie des prélèvements qu'ils nous imposent, délivrent des services dont chacun bénéficie ; sécurité, éducation, entretien des routes, etc. Quant à la protection sociale obligatoire, elle prend en charge les soins de santé, les pensions de retraite, les allocations familiales ou les allocations chômage.

Il est légitime de vouloir disposer librement d'une large part de son revenu et il est donc nécessaire de décider démocratiquement quels biens et quels services doivent être financés collectivement et mis à la disposition de tous, indépendamment de son revenu, au lieu d'être laissés au marché et donc accessibles en fonction des moyens de chacun ; il faut aussi débattre du meilleur moyen de produire des services. Mais ne nous leurrons pas : toute forte réduction du poids des prélèvements obligatoires aurait mécaniquement pour effet d'accroître les inégalités, comme l'illustre l'exemple américain.

Philippe Frémeaux, *Alternatives économiques*, H.S., 4^e trimestre 2007.

<i>En milliards d'euros</i>	
DÉPENSES	334,7
Enseignement et recherche	80,3
Collectivités territoriales	49,5
Dettes et engagements financiers	40,9
Défense	36,2
Travail, emploi et solidarité	24,3
Sécurité et justice	22,0
Union européenne	18,7
Transports, ville et logement	15,9
Autres missions	46,9
RECETTES	292,7
TVA	133,5
Impôt sur le revenu	57,1
Impôt sur les sociétés	46,1
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	18,0
Autres recettes fiscales	11,1
Autres recettes	26,9
DÉFICIT DE L'ÉTAT	42,0

DISSERTATION (8 points)

Sujet : Comment ont évoluées les inégalités de revenus depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale ?